









SECOND AVENANT

portant sur les crédits destinés à la  
Centrale hydraulique de CHARCANI V

au Protocole entre le Gouvernement de la  
République du Pérou et le Gouvernement  
de la République Française, relatif aux  
conditions de financement de divers projets  
d'équipement, signé le 8 octobre 1975  
à PARIS.

-----



Animés du souci commun de renforcer les liens traditionnels d'amitié et de coopération qui les unissent, le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République Française sont convenus de conclure le présent second avenant au Protocole signé le 8 octobre 1975 entre les deux gouvernements et relatif aux conditions de financement de divers projets d'équipement, tel qu'il a été modifié par le premier avenant signé le 7 octobre 1977 à PARIS.

ARTICLE 1er - L'article 1er du Protocole du 8 octobre 1975, modifié par l'article 1er de l'avenant du 7 octobre 1977, est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"ARTICLE 1er - Montant et objet des concours financiers.

Le Gouvernement de la République française met à la disposition du Gouvernement de la République du Pérou des facilités d'un montant de TROIS CENT NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE francs (309,5 M.F.) destinées à financer l'achat en France de biens et services français pour la réalisation des opérations d'équipement et industrielles mentionnées ci-dessous :

- Centrale hydroélectrique de CHARCANI V
- Equipements de radio communications (émetteurs-récepteurs B.L.U.)
- Liaisons numériques intercentraux".

ARTICLE 2 - L'article 2 du Protocole du 8 octobre 1975, modifié par l'article 2 de l'avenant du 7 octobre 1977, est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"ARTICLE 2 - Forme des crédits.

Les facilités de crédit prévues à l'article 1er ci-dessus prennent la forme :

- d'un prêt d'un montant maximum de SOIXANTE QUATORZE MILLIONS de francs (74 Millions F.), par le Trésor français au Trésor péruvien ;
- de crédits privés garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur d'un montant évalué à DEUX CENT TRENTE CINQ MILLIONS CINQ CENT MILLE francs (235,5 Millions F.).

ARTICLE 3 - L'article 6 du protocole du 8 octobre 1975, modifié par l'article 3 de l'avenant du 7 octobre 1977, est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

"ARTICLE 6 - Crédits destinés à la Centrale hydroélectrique de CHARCANI V.

Cette opération bénéficiera de facilités de crédit d'un montant total de DEUX CENT SOIXANTE ET ONZE MILLIONS de francs (271 Millions F.)

.../...



- Le montant des droits de tirage sur les prêts du Trésor est fixé à un quart du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français, soit au maximum SOIXANTE-SEPT MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE MILLE francs (67,75 M.F.). Leur utilisation est réservée au financement des acomptes versés aux fournisseurs français;

- Les crédits privés garantis couvrent le solde du financement du projet à concurrence des trois quarts de la part rapatriable".

ARTICLE 4 - Le premier alinéa de l'article 10 du protocole du 8 octobre 1975, modifié par l'article 6 de l'avenant du 7 octobre 1977, est complété par les dispositions suivantes :

"Toutefois, en ce qui concerne les contrats passés pour la Centrale hydroélectrique de CHARCANI V, cette date limite est reportée au 30 avril 1979.

Pour ouvrir droit aux crédits définis à l'article 1er, ces contrats devront également entrer en vigueur au plus tard le 30 juin 1979."

ARTICLE 5 -

La convention d'application passée entre la Direction du Crédit Public du Ministère péruvien de l'Economie et des Finances, et le Crédit National, agissant pour le compte du Gouvernement français, signée le 21 juin 1976 à PARIS et le 7 juillet 1976 à LIMA, et mentionnée à l'article 5 du protocole du 8 octobre 1975, donnera lieu à un avenant pour tenir compte du présent accord.


ARTICLE 6 -

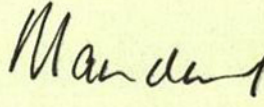
Le présent avenant entre en vigueur à la date d'accomplissement des formalités requises à cet effet dans les deux pays.

Fait à PARIS, le 14 mai 1979

Pour le Gouvernement de la  
République du Pérou,

Pour le Gouvernement de la  
République Française,

  
FERNANDO REUS  
Directeur Général du Crédit  
Public du Pérou  
Président de la Délégation  
Péruvienne.

  
Michel CAMDESSUS  
Président de la Délégation  
Française.





PARIS, le 14 mars 1979

Monsieur le Président,

Au cours de nos entretiens du 13 mars 1979, vous m'avez demandé de compléter les financements mis en oeuvre pour la construction de la Centrale de CHARCANI V dans le cadre de l'avenant au Protocole du 8 octobre 1975 signé ce jour, afin de couvrir les révisions de prix au-delà du montant de 271 Millions F. qui sera financé par les crédits du protocole.

J'ai l'honneur de vous confirmer que mon Gouvernement est prêt à accorder, pour le financement en totalité de ces révisions de prix, des crédits privés garantis à 10 ans dans les conditions de ceux du protocole.

En outre, je prends note de l'assurance que vous m'avez donnée selon laquelle le Gouvernement péruvien ne demandera plus d'augmentation des crédits mixés institués par un protocole financier pour la construction de la Centrale hydroélectrique de CHARCANI V.

Nous sommes enfin convenus que les autorités péruviennes feront savoir dès que possible aux autorités françaises si l'option pour des prestations industrielles particulières prévue au contrat est levée. Dans le cas où cette faculté ne serait pas utilisée, les crédits d'environ 25 Millions F. prévus au protocole et correspondant à cette option seraient annulés.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation française,

Monsieur le Président

la Délégation Péruvienne,

Manda 1

-----



PARIS, le 14 mars 1979

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me faire parvenir ce jour une lettre dont les termes sont les suivants :

"Au cours de nos entretiens du 13 mars 1979, vous m'avez demandé de compléter les financements mis en oeuvre pour la construction de la Centrale de CHARCANI V dans le cadre de l'avenant au Protocole du 8 octobre 1975 signé ce jour, afin de couvrir les révisions de prix au-delà du montant de 271 Millions F. qui sera financé par les crédits du protocole.

J'ai l'honneur de vous confirmer que mon Gouvernement est prêt à accorder, pour le financement en totalité de ces révisions de prix, des crédits privés garantis à 10 ans dans les conditions de ceux du protocole.

En outre, je prends note de l'assurance que vous m'avez donnée selon laquelle le Gouvernement péruvien ne demandera plus d'augmentation des crédits mixés institués par un protocole financier pour la construction de la Centrale hydroélectrique de CHARCANI V.

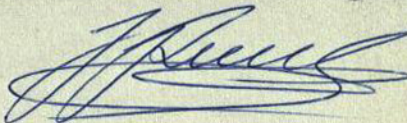
Nous sommes enfin convenus que les autorités péruviennes feront savoir dès que possible aux autorités françaises si l'option pour des prestations industrielles particulières prévue au contrat est levée. Dans le cas où cette faculté ne serait pas utilisée, les crédits d'environ 25 Millions F. prévus au protocole et correspondant à cette option seraient annulés.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord de votre Gouvernement sur ce qui précède."

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation péruvienne,



Monsieur le Président

la Délégation Française.

-----







